

« 1^{ères} RENCONTRES ET INITIATIVES DE LA DIASPORA CENTRAFRICAINE »
Compte-rendu de synthèse

Les 4 et 5 novembre 2005, à l'invitation de l'association Centrafrique Sans Frontières, des personnalités Centrafricaines et Françaises se sont réunies à Besançon dans le cadre de différentes manifestations consacrées à la République Centrafricaine, en prélude à la semaine de solidarité internationale prévue du 12 au 20 novembre 2005.

Une grande exposition sur le Centrafrique (du 4 au 19 novembre 2005) sur le thème « *Entre richesses naturelles et pauvreté : Quelles solutions alternatives pour un réel développement ?* » et un séminaire le 5 novembre 2005 sur le thème « *Quelles pistes pour un réel départ de la Centrafrique ?* » ainsi qu'une Conférence-débat donnée par Mme Paulette GUINCHARD-KUNSTLER sont les principaux temps forts proposés par les organisateurs de ces manifestations.

Le principal objectif du séminaire de réflexion et d'échanges dont le présent document propose une synthèse des travaux est de chercher à comprendre pour mieux agir sur les contradictions et paradoxes de la République Centrafricaine, où l'on constate à la fois les énormes richesses naturelles de ce pays et sa grande pauvreté voire même sa misère.

Il s'agit, en partant de la situation sociopolitique actuelle et d'un état des lieux des richesses et de la pauvreté en République Centrafricaine, de proposer des pistes d'action pour une véritable renaissance nationale.

I - Situation actuelle et état des lieux de la République Centrafricaine.

Plusieurs points ont été développés à travers les différentes contributions dans le but est de poser un regard concret et lucide sur les paradoxes d'un pays enclavé et sous-développé mais regorgeant d'immenses potentialités humaines et naturelles.

L'un des premiers constats que l'on peut faire aujourd'hui au sein de la nation Centrafricaine est celui d'un vrai manque de valeurs communes qui pourraient être facteurs d'une véritable mobilisation pour la cause commune. On ne peut que déplorer un Etat laminé par l'insécurité, où la pauvreté envahissante alimente et entretient cette insécurité, ainsi que toute absence d'une véritable politique de développement pour le pays.

1.1 Une extrême pauvreté et une situation sociopolitique catastrophique

La situation sociopolitique de la République Centrafricaine se caractérise d'abord par une situation institutionnelle instable au cours des dernières années, avec une multiplication des mutineries au sein des Forces Armées Centrafricaines et des multiples tentatives de coup d'état.

L'Etat n'existe quasiment plus en République Centrafricaine et est complètement

désorganisé dans les zones où il survit. Il existe en Centrafrique des zones de non droit tant sur le territoire que du point de vue administratif où l'Etat, premier employeur national, ne connaît ni ne maîtrise l'effectif de ses agents. Le dernier contrôle physique des fonctionnaires initié par le gouvernement révèle 10% de fraudeurs dont des hauts fonctionnaires ! L'absence et la désorganisation de l'Etat alimentent une insécurité omniprésente et grandissante, facteur antinomique d'un développement économique.

Le pays n'existe que de nom, parce qu'il est quasi inexistant sur la scène internationale et même régionale, et les plus hauts responsables de l'Etat excellent dans le non-respect des pratiques républicaines avec, par exemple un cumul de fonctions au sommet de l'Etat, de fréquentes entraves aux libertés individuelles, etc.

Au niveau social, la République Centrafricaine est classée 171^{ème} sur 177 au tableau du développement humain publié par le PNUD en 2005, avec plus de 66% de la population nationale qui vit en dessous du seuil de la pauvreté, soit avec moins d'1 dollar US par jour, et 80% de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour.

On remarque également sur le terrain social l'attitude des fonctionnaires, essentiellement des hommes, qui cultivent un attentisme effarant par rapport au salaire. Car, sous prétexte d'arriérés de salaires, ces derniers se défont de leur rôle de pilier de famille au profit des femmes beaucoup plus aptes, dégoûtées à subvenir aux besoins de la famille par de menues activités génératrices de revenus.

Sur le plan de la *santé publique et des infrastructures sanitaires*, la situation est tout aussi dramatique : l'espérance de vie à la naissance a fortement baissé jusqu'à 39 ans. La République Centrafricaine a perdu en près de quinze ans (entre 1989 et 2005) dix années d'espérance de vie alors que durant la même période, l'espérance de vie dans les pays en voie de développement a cru de dix ans.

Le taux de mortalité infantile atteint des sommets (11,5%) et l'importance du taux de prévalence du VIH/sida qui est, officiellement, de l'ordre de 14% mais en réalité plus proche de 20-25% de la population, soit 1 centrafricain sur 4 infecté par le virus du sida. Par exemple, 66% des malades admis à l'Hôpital Communautaire de Bangui sont séropositifs et cette pandémie est, depuis 1996, la première cause de mortalité en Centrafrique. L'impact du SIDA en Centrafrique est catastrophique, et toute la société se trouve terriblement désorganisée par les ravages de cette maladie.

On note également une moyenne de 1 lit pour 1150 habitants et un ratio de 1 médecin pour 31.500 personnes.

Les indicateurs économiques ne sont pas au vert, bien au contraire avec une dette extérieure qui atteignait plus d'un milliard de dollars, soit 100 % du PNB à la fin 2002, selon la Banque mondiale. La détérioration de la situation des entreprises publiques, dont la dette représente 8 % du PIB, pour l'essentiel garantie par l'Etat, pèse lourdement sur l'endettement extérieur de la RCA. Selon la BEAC, le ratio du service de la dette sur les ressources budgétaires est passé de 34,8 % en 2002 à 44,7 % en 2003 et le stock de la dette s'est accru en un an de 85,2 % à 99,7 % du PIB.

Quelques chiffres qui se passent de commentaires concluent ce tableau quasi apocalyptique et montrent la décrépitude d'une nation qui se meurt dans l'indifférence et l'irresponsabilité générales :

- 600 km seulement de routes bitumées et les 2/3 du territoire national sont quasiment inaccessibles en saison des pluies ;
- 83 récepteurs radio pour 1000 habitants et 5,3 postes de télévision pour 1000 habitants ;
- 5% seulement de la surface arable exploitée, soit 750.000 hectares sur 15.000.000 d'hectares;
- 120 élèves en moyenne par classe dans le primaire et 100 par classe dans le secondaire ;
- Un taux de déforestation annuelle de 11%
- 15 espèces animales sont en voie de disparition totale de la faune Centrafricaine.

Le tableau sociopolitique depuis quarante ans est peu reluisant, plutôt sombre de l'avis général. Cet état de fait perdure malgré les potentialités dont regorge le pays.

1.2 Et pourtant d'importantes et de nombreuses potentialités naturelles

Ces potentialités concernent aussi bien les potentialités naturelles que minières.

Traversée de nombreux cours d'eau, abritant une forêt dense humide étendue, dotée d'un sous-sol riche en diamants, or et autres minéraux, la République Centrafricaine ne manque pas d'atouts et son potentiel devrait être suffisant pour couvrir les besoins de sa population.

Cependant, les ressources naturelles et minières du pays sont sous-exploitées et l'industrie de transformation reste embryonnaire. L'enclavement, l'immensité du territoire (623 000 km²), la faible densité de la population et son inégale répartition expliquent également la difficile mise en valeur du pays.

- *Le bois* : La forêt dense humide centrafricaine, une des plus riches d'Afrique, couvre environ 5 millions d'hectares, soit près de 8 % du territoire national, mais seule la partie Sud-ouest (3,8 millions d'hectares) est scientifiquement connue et exploitée. La filière bois représente environ 16% du Produit intérieur brut et des recettes d'exportation avec une production annuelle de grumes de 529 700 m³ en 1998. Le bois est peu transformé localement (sciages, contreplaqués) et les grumes dominent les exportations avec le sapelli, l'ayous, l'aningré et le kossipo comme principales essences exportées.

- *L'agriculture* : En République Centrafricaine, les systèmes de production agricole sont de type extensif et se caractérisent par une faible productivité et un manque d'utilisation d'intrants. Les terres sont concentrées sur les axes routiers au détriment des bas-fonds plus riches mais éloignés des routes. Pourtant le secteur agro-pastoral dispose de conditions naturelles favorables pour son développement, car d'abondantes superficies demeurent incultes ou sont sous utilisées.

- *Les ressources minières* : Le secteur minier représente 7 % du PIB et fournit 45 %

des recettes d'exportation du pays, et l'activité du secteur est concentrée sur l'exploitation artisanale du diamant et sur l'or.

Le diamant centrafricain, de type alluvionnaire, procure à lui seul 90 % des recettes minières d'exportation et est destiné à la joaillerie. Près de la moitié de la production annuelle de diamant est produite clandestinement et exportée en fraude. Par exemple, à la fin de l'année 1999, près d'un million de carats de diamants centrafricains avait été commercialisé sur le marché d'Anvers (Belgique), alors que les exportations légales du pays s'élevaient à seulement 480.000 carats.

La production industrielle moderne du diamant commence à se développer avec l'implantation de sociétés étrangères.

L'or est principalement exploité dans les alluvions et dans la latérite. La production officielle est faible (moins de 30 kg), mais la production annuelle réelle peut être estimée à une tonne, compte tenu de l'importance de la fraude.

Outre le diamant et l'or, quelques gisements mis à jour ont révélé la présence d'uranium (environ 20 000 t d'uranium métal), de lignite, de fer, de cuivre et de calcaire. Malheureusement, à l'heure actuelle, ces ressources minières ne sont pas vraiment exploitées pour le bien-être de la population.

On ne peut que déplorer le manque de création de richesses économiques en République Centrafricaine du fait, entre autres raisons, du nombre important des fonctionnaires et du conditionnement de tous les jeunes à devenir fonctionnaires aux termes de leurs études. Les rares initiatives qui existent sont peu soutenues et pas vraiment encouragées.

II- Des pistes d'action pour une véritable re-naissance nationale

Il apparaît urgent, au vu du sombre tableau peint ci-dessus, de créer un climat de confiance et d'assainir la situation économique du pays avant de conseiller une dynamique progressiste au niveau de la nation. C'est un travail sur le long terme contrastant avec l'urgence, implicite et sous-jacente, du moment.

L'excellent exposé de Matthieu SEIGNEZ, président de l'association Franche-Comté Solidaire et membre du Conseil National du Développement durable a permis aux participants de recadrer le débat et de mettre cette notion de développement durable au cœur même des différentes actions à mettre en œuvre.

Le développement durable est un « *mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ».

Il s'agit d'une stratégie à triple dividende (économique, écologique et social) qui est primordiale pour l'avenir car elle est également synonyme de progrès et d'efficacité économique ; elle crée des emplois, dégage de nouveaux marchés économiques, améliore la condition humaine...

La vision actuelle de la plupart des partenaires et organismes internationaux qui interviennent en Afrique est souvent purement et uniquement économique, à l'exemple des propos suivants de L. SUMMERS de la Banque Mondiale : « *Les pays sous-développés d'Afrique sont largement sous pollués. La qualité de l'air est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico [...] Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés [...] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir l'âge de cinq ans* » (L. Summers, Banque Mondiale, cité par J.M. Harribey, 1998).

Ce type de vision n'a aucun réalisme sur le plan humain, et démontre que les africains doivent compter d'abord sur eux-mêmes, sur leurs propres forces pour gagner la bataille du développement.

Il faut désormais mettre le développement au cœur même des stratégies et des politiques de développement du pays.

Le développement durable ne signifie pas la mise en place de grands et inefficaces projets. C'est avant tout « *utiliser des petites briques pour construire une grande maison* », à travers le lancement, la promotion et le soutien de différents petits projets et initiatives générateurs de richesse et de mieux-être. Des initiatives qui permettront à chacun d'obtenir de meilleures conditions de vie et un certain niveau de bien-être sans pour autant hypothéquer l'avenir des générations futures.

Quelques exemples d'applications du développement durable :

- *Le commerce équitable* : Ce type de commerce est à deux niveaux, l'un local et l'autre international. Le niveau international est exploitable lorsque le marché existe déjà (comme pour le café, par exemple). Il ne s'agit donc pas d'exporter de nouveaux produits en direction des pays du Nord, mais mieux favoriser l'échelon national en optant notamment pour des systèmes coopératifs qui ont l'avantage de redistribuer plus équitablement et plus largement les bénéfices réalisés. Ainsi, c'est toute une économie locale qui en profite au lieu de quelques individus.

- *Le tourisme solidaire* : Ce type d'activité est de plus en plus demandé par les habitants du Nord. C'est une relation entre le voyageur-consommateur et l'hôte-vendeur qui s'articule sur plusieurs points : Tourisme réalisé par et pour les populations locales, qui doit servir aux populations (notion de capital social), qui doit favoriser les synergies entre les différents acteurs du développement (gouvernements, ONG, entreprises, associations, citoyens), qui doit minimiser l'impact écologique et culturel en préservant les patrimoines, et qui doit jouer un rôle d'éducation au développement en direction de toutes les populations.

- *Les énergies renouvelables* : Ce sont des énergies inépuisables et dont les matières premières doivent se régénérer et qui permettent l'indépendance énergétique de zones plus ou moins étendues. Il s'agit notamment de l'éolien, du solaire, du bois (biomasse), etc.

Les micro-crédits constituent également une piste de réflexion concernant la problématique du développement en République Centrafricaine. La première institution de micro-crédit, la Grameen Bank (grameen signifie village) a été créée par Mohamad Yunus à la suite de la famine qui a frappé son pays, le Bangladesh en 1974. Cette banque avait pour vocation d'accorder des crédits à ceux qui sont habituellement exclus du système bancaire, c'est-à-dire les plus pauvres, jusque-là dépendants des usuriers et des commerçants. Son fondateur était parti du principe qu'une somme minime - nécessaire par exemple à l'achat d'une machine à coudre - est souvent suffisante pour permettre le démarrage d'une activité génératrice de revenus, particulièrement dans les campagnes. Les pauvres se sont souvent montrés aptes à honorer leurs dettes et le système s'est depuis développé avec succès en Asie et en Amérique du Sud, et en Afrique qui connaît déjà le système de la tontine (fonds d'épargne commun au sein d'un groupe).

Enfin, il faut créer des conditions politiques de développement afin de se faire soutenir et accompagner par la communauté internationale

III- De l'engagement au service de sa société

Mme Paulette GUINCHARD-KUNTSLER, ancienne ministre, députée du Doubs, vice-présidente de l'Assemblée Nationale et Conseillère municipale de la ville, a entretenu les participants du séminaire sur la notion de l'engagement au service de sa collectivité, l'engagement aussi bien en politique que dans l'humanitaire ou bien dans la vie quotidienne.

Elle a mis l'accent dès le départ sur l'environnement familial et social d'un individu qui, tout au long de sa vie, peut le façonner et l'aider à trouver le meilleur moyen d'être au service des autres et d'œuvrer pour le bien de toute sa communauté.

Elle a cité son exemple car, bien qu'issue d'une modeste famille paysanne, elle a pu nourrir son sens de l'engagement assez jeune et tout au long de son parcours grâce à un entourage familial fortement investi dans la recherche de l'amélioration du quotidien de sa communauté. Son père, par exemple, s'est beaucoup investi et ce, des années durant, dans l'amélioration de la production agricole régionale.

Mme GUINCHARD-KUNTSLER a rappelé qu'il n'existe pas d'homme ou de femme providentiel, mais que l'union fait la force et qu'il faut que chacun réapprenne à écouter les cris silencieux des autres.

Elle a également mis l'accent sur les réussites auxquelles peut aboutir le travail de toute une communauté et surtout de toute une équipe, en citant comme exemples les succès des groupements de femmes de Bamako, ou bien les débuts de différentes structures qui ont vu le jour en France grâce au travail, à l'acharnement et à la volonté d'une communauté, telles que les mutuelles ou la Sécurité Sociale « qui n'a que 60 ans ».

La conférencière a conclu les échanges en recommandant aux participants le « Cauchemar de Darwin », le documentaire d'Hubert SAUPER (2003) qui dénonce les

ravages de la mondialisation sauvage en Tanzanie. Elle a terminé en échangeant sur sa passion pour la littérature africaine et sa connaissance de certains pays africains (Côte d'Ivoire, Burkina Faso).

IV - Propositions et engagements

L'ensemble des participants à ces premières rencontres, convaincus qu'il est indispensable de compter avant tout sur ses propres forces, qu'il ne faut pas sacrifier le travail de fond par rapport aux urgences et qu'il ne faut pas chercher à se développer à n'importe quel prix et n'importe comment, s'engage à :

- Favoriser l'émergence d'une classe de Centrafricains responsables et disponibles pour mener la guerre contre le sous-développement et la misère de leurs compatriotes ;
- Sensibiliser les compatriotes Centrafricains dans le but de cultiver ou de renforcer l'engagement de chacun au sein de sa communauté ;
- Approfondir les réflexions initiées sur le développement durable et les pistes d'application en République Centrafricaine ;
- Etudier et accompagner tout projet de développement présenté par un compatriote ;
- Pérenniser ces manifestations qui s'appelleront dorénavant « *Les Rencontres des Initiatives Centrafricaines de Besançon* » (ou RICAB) qui auront lieu à Besançon tous les ans lors de la semaine de la solidarité internationale (3^{ème} semaine de novembre) ;
- Sensibiliser et mobiliser la diaspora Centrafricaine pour s'impliquer dans la recherche de solutions concrètes et efficaces aux problèmes de développement de notre pays d'origine ;
- Sensibiliser les jeunes de la diaspora à l'humanitaire et aux problèmes du pays et les encourager à faire des séjours utiles sur le terrain.

Fait à Besançon, le 05 Novembre 2005

Clément Boute-Mbamba, Crépin Dema, Yvonne Mété-Nguemeu, Henri-Blaise N'damas.

Sources :

- Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport 2003-2015, PNUD, septembre 2004.
- Appui aux Actions de Centrafrique Sans Frontières en République Centrafricaine, Rapport de stage de Licence Professionnelle, Agathe ARNAUD & Ophélie BONDIER, Université de Besançon, Août 2004.
- Investir en Zone Franc, www.izf.net.